



FINANCES PUBLIQUES • BUDGET 2026

CAMEROUN : **175 MILLIARDS DE FCFA VISES** POUR FINANCER LE BUDGET ET APURER LES ARRIÉRÉS.

Le MINFI annonce un emprunt complémentaire de 300 millions de dollars sur les marchés internationaux, avec une échéance en janvier 2033.

CAMEROUN : 175 MILLIARDS DE FCFA VISÉS POUR FINANCER LE BUDGET ET APURER LES ARRIÉRÉS

Le ministère des Finances annonce un emprunt complémentaire de 300 millions de dollars sur les marchés internationaux. Une opération destinée à soutenir les engagements de l'État, dont les conditions finales détermineront le coût pour les finances publiques.

Par David pem
Journaliste, Directeur de publication

Le Cameroun prépare une nouvelle mobilisation de ressources pour financer ses engagements budgétaires. Le ministère des Finances annonce une émission complémentaire de 300 millions de dollars, présentée comme environ 175 milliards de FCFA. Les ressources recherchées doivent soutenir les priorités du budget 2026 et poursuivre le règlement des arriérés de paiement.

L'annonce porte, à ce stade, sur une intention d'emprunter. Elle ne constitue donc pas une confirmation de l'encaissement des fonds.

Une obligation existante renforcée

L'opération consiste à compléter une obligation internationale d'un montant nominal initial de 850 millions de dollars, portant un coupon annuel de 8,875 % et arrivant à échéance en janvier 2033. Standard Chartered Bank intervient comme arrangeur, tandis que Blend Finance et Horus Investment Group accompagnent l'État comme conseils financiers.

Cette technique, appelée réouverture obligataire, permet d'ajouter des titres à un emprunt déjà connu des investisseurs. Le MINFI présente ce choix comme un moyen de faciliter la mobilisation des ressources dans le cadre des autorisations de financement de l'exercice 2026.

Un enjeu pour les entreprises en attente de paiement

Le règlement des arriérés pourrait avoir des effets sur l'activité économique. Lorsqu'une entreprise attend le paiement d'une prestation exécutée pour l'État, sa trésorerie peut se dégrader. Elle peut alors éprouver des difficultés à payer ses fournisseurs, maintenir ses emplois ou poursuivre ses chantiers.

Apurer ces créances peut contribuer à remettre des ressources en circulation. L'efficacité de cette démarche dépendra toutefois du calendrier des versements et des bénéficiaires effectivement payés. Le communiqué ne précise pas la répartition de l'enveloppe entre les différentes dépenses.

Des ressources immédiates, des charges futures

L'emprunt apporte une capacité de financement immédiate, mais engage les recettes futures de l'État. À titre indicatif, appliquer le coupon annoncé de 8,875 % à 300 millions de dollars représenterait 26,625 millions de dollars d'intérêts annuels, tant que ce capital reste intégralement dû.

Ce calcul ne donne pas le coût définitif de l'opération. Celui-ci dépendra notamment du prix de vente des titres, des commissions et des modalités financières retenues. Une dette libellée en dollars expose également les finances publiques aux variations du taux de change, sauf mécanisme de protection adapté.

L'évaluation de cette opération reposera donc sur plusieurs éléments : le montant réellement encaissé, le coût total du financement et l'utilisation des ressources. Pour les citoyens comme pour les entreprises, l'enjeu sera de voir ces fonds se traduire par des paiements effectifs et des résultats économiques mesurables.

Source factuelle : ministère des Finances du Cameroun, communiqué « Financement Budgétaire – Opération de Placement Privé complémentaire de USD 300 millions de l'État du Cameroun », publié le 5 octobre 2026. Analyse et calcul indicatif : David pem. État de l'information : 6 octobre 2026.